

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA MANCHE

SESSION DU VENDREDI 22 OCTOBRE 2004

ORDRE DU JOUR

RAPPORT CG.2004.22/10. :

- INFRASTRUCTURES -

- PORTS, LIAISONS MARITIMES, DÉFENSE CONTRE LA MER, AÉROPORTS -

4/101 - Liaisons maritimes avec les îles anglo-normandes - Résiliation unilatérale de la convention de délégation de service public.

4/102 - Liaisons maritimes avec les îles anglo-normandes - Lancement d'une convention de délégation de service public.

SÉANCE du CONSEIL GÉNÉRAL

VENDREDI 22 OCTOBRE 2004

L'an deux mil quatre, le vendredi 22 octobre, à 18 heures, le Conseil Général de la Manche, dûment convoqué le 7 octobre 2004, s'est réuni à la Maison du Département, sous la présidence de M. le Docteur Jean-François LE GRAND, Président du Conseil Général.

Etaient présents :

Dr Jean-François LE GRAND, Président,

MM. GANNÉ, GUESDON, QUINQUENEL, BAZIRE, HUET, LEMOINE, TRÉHET, BEAUFILS, Mme CHANONI, MM. CHENEL, LEFÈVRE, LELANDAIS, LEMIÈRE, Vice-présidents,

MM. BECK, BOËM, BRIÈRE, COULON, DESLOGES, ENGUERRAND, FONTAINE, GUILLOU, HOUEL, LABARRIÈRE, LARIVIÈRE, Mme LEBACHELEY, MM. LEBRESNE, LENORMAND, LESAGE, LOUISET, NÉEL, PÉRIER, REMOUÉ, SOURISSE.

Etaient excusés :

MM. BIHET, BIZET, Mme BRÉCY, MM. CARUHEL, DELAUNAY, DESTAIS, DEWITTE, HALBECQ, HUGUET, LAURENT, LE MAUX, LERENARD, NICOLLE, PILLET, RENAUX, RIPOUTEAU, ROUSSEAU et THOUVENOT.

Secrétaire de séance :

Dr LABARRIÈRE.

* *

En application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et après avoir pris connaissance des rapports du Président du Conseil Général et entendu le rapporteur compétent, le Conseil Général a délibéré comme suit :

DÉLIBÉRATION CG.2004.22/10. 4/101 - Liaisons maritimes avec les îles anglo-normandes - Résiliation unilatérale de la convention de délégation de service public.
(rapporteur : Docteur REMOUÉ)

Après avoir pris connaissance des dysfonctionnements qui ont affecté l'exploitation des liaisons maritimes avec les Iles Anglo-Normandes et l'évolution de leurs conditions d'exploitation, qui n'avaient pas pu être appréciées lors de la mise en place du service, tels qu'exposés dans le rapport,

Suivant l'avis de sa Commission déléguée aux ports, aux liaisons maritimes, à la défense contre la mer et aux aéroports et de sa Commission des infrastructures,

Le Conseil Général, à l'unanimité :

- décide la résiliation unilatérale pour des motifs d'intérêt général ci-après exposés, de la convention de délégation de service public passée le 9 juillet 2003 avec la Société de Navigation de Normandie (S.N.N.) pour l'exploitation desdites lignes,

- Retient pour motifs d'intérêt général :

- La modification dans les besoins et le fonctionnement du service public qui conduit à un réorganisation du service dès lors qu'il a été nécessaire de modifier le programme maritime en fonction des contraintes techniques liées aux navires telles que leur impossibilité de naviguer à pleine vitesse au delà d'une certaine hauteur de vague, leur incapacité à échouer et à accoster à certaines heures dans certains ports,
- L'impossibilité pour les navires de poser, suite à l'intervention de l'administration des Affaires Maritimes, dans le port de Granville,
- La modification des conditions d'exécution de la délégation de service public, bouleversant l'économie générale du contrat, suite aux graves dysfonctionnement affectant plus particulièrement le « Marin Marie »,
- L'existence d'un réel besoin de transport de passagers entre le département de la Manche et les Iles Anglo-Normandes, confirmé par un nombre de passagers de l'ordre de 80 000 pour la saison écoulée, ce qui nécessite la mise en place d'un service dont les modalités de fonctionnement doivent impérativement être réexaminées pour tenir compte des contraintes particulières liées à l'exécution dudit service,

- Afin de respecter le principe de continuité du service public, fixe le terme de la convention de délégation de service public du 9 juillet 2003 au 31 mars 2005 à l'expiration du préavis de cinq mois,

- décide d'indemniser le délégataire selon les conditions ci-après définies :

- Période du 1^{er} janvier 2004 au 31 août 2004 :

L'indemnisation représente le montant du surcoût d'exploitation généré par l'ensemble des dysfonctionnements soit la somme de 1 506 197 € ayant pour effet de

porter la créance globale de la S.N.N. à l'égard du Département de la Manche pour cette période à la somme de 2 510 144 €.

- Période du 1^{er} septembre 2004 au 31 mars 2005 :

Le Département de la Manche versera au 1^{er} de chaque mois l'acompte mensuel de 100 000 € conformément au contrat de délégation de service public passé avec la S.N.N.. De plus, au titre de l'indemnisation de l'exploitant, un acompte de 320 000 € sera également versé au 1^{er} de chaque mois à la S.N.N.. Le cas échéant, une régularisation sur cet acompte sera opérée, au vu des justificatifs des dépenses engagées présentés au plus tard le dernier jour du mois m + 1, les éventuels écarts faisant l'objet d'une régularisation intervenant au plus tard au dernier jour du mois m + 2.

En tout état de cause, au 31 mars 2005, il sera procédé à l'arrêt des comptes, avec versement avant fin avril 2005 des soldes pouvant être dus.

La marge du délégataire sera calculée, pour l'année 2004, sur la base du nombre de passagers recensés par la Société de Navigation de Normandie sur l'ensemble de l'année 2004.

Pour la période du 1^{er} janvier 2005 au 31 mars 2005, la marge du délégataire sera calculée mensuellement sur la base du douzième de la marge de l'année 2004.

- autorise le Président du Conseil Général de la Manche à procéder à la résiliation unilatérale de la convention de délégation de service public en date du 9 juillet 2003 conclue avec la S.N.N. pour assurer le transport de passagers entre le département de la Manche et les Iles Anglo-Normandes et à signer toutes décisions et tous actes s'y rapportant.

DÉLIBÉRATION CG.2004.22/10. 4/102 - Liaisons maritimes avec les îles anglo-normandes - Lancement d'une convention de délégation de service public.
(rapporteur : Docteur REMOUÉ)

Rappelant que :

- Par délibération CG-2001-IV-516 du 13 décembre 2001, il a créé un service public d'exploitation de liaisons entre le département de la Manche et les Iles Anglo-Normandes,

- Ce service a été confié à la Société de Navigation de Normandie par convention de délégation de service public, sous forme d'affermage, signée le 9 juillet 2003,

Considérant que :

- Par délibération CG 2004.22/10.4/101 du 22 octobre 2004, il a décidé, à l'unanimité, la résiliation unilatérale de cette convention, avec effet au 31 mars 2005,

- Eu égard au nombre de passagers transportés au cours de la saison écoulée et à la nécessité d'assurer la continuité du service public, il est nécessaire de procéder au lancement d'une nouvelle procédure de délégation de service public relative aux liaisons maritimes avec les Iles Anglo-Normandes,

- Lors de sa réunion du 21 octobre 2004, la Commission Consultative des Services Publics Locaux a émis, à l'unanimité, un avis favorable sur les dispositions du projet de délégation de service public de transport de passagers entre le département de la Manche et les Iles Anglo-Normandes,

Suivant l'avis de sa Commission déléguée aux ports, aux liaisons maritime, à la défense contre la mer et aux aéroports et de sa Commission des infrastructures,

Le Conseil Général de la Manche :

- Approuve le lancement d'une nouvelle procédure de délégation de service public pour organiser les liaisons maritimes entre le département de la Manche et les Iles Anglo-Normandes conformément à la note de présentation du projet de délégation de service public envisagé par le Département de la Manche annexée au rapport CG 2004.22/10.4/102,

- délègue à la Commission Permanente la définition des modalités de mise en œuvre de la procédure de délégation de service public.